# « BIEN ENTENDU, IL NE SE PASSE JAMAIS RIEN LÀ-BAS » : LE CANADA ATLANTIQUE DANS LA CONSCIENCE NATIONALE

**PROFESSEURE CONRAD** (professeure émérite) est diplômée de l'Université Acadia (BA spécialisée en histoire, 1967) et de l'Université de Toronto (MA1968 et PhD 1979). Membre du département d'histoire de l'Université Acadia de 1969 à 2002, professeur Conrad a été titulaire d'une Chaire de recherche du Canada en Études des régions atlantiques canadiennes à l'Université du Nouveau-Brunswick de 2002 sur 2009. Elle a également été professeure d'histoire adjointe à Dalhousie (1992-2002) et a été titulaire d'une Chaire de recherche Nancy en études féminines à l'Université Mount Saint Vincent (1996-1998). Elle a été membre honoraire de la Société royale du Canada en 1995, a reçu la Médaille du jubilé d'or de la Reine Élizabeth II (2002), la médaille du jubilé de diamant de la Reine Élizabeth II (2012), et elle a reçu le titre d'Officier de l'ordre du Canada (2004). En 2011, elle a reçu un prix pour sa contribution exceptionnelle dans le domaine des arts et sciences humaines informatiques. En ce moment, elle est professeure émérite à l'Université du Nouveau-Brunswick où elle continue d'explorer des enjeux liés aux sciences humaines numériques au Electronic Text Center. Elle a beaucoup écrit à propos de l'Atlantique canadien et de l'histoire des femmes.

RÉSUMÉ

Le titre de cet article provient d'un commentaire formulé par Frank H. Underhill dans *The Image of Confederation*, publié en 1964. À ce moment-là, les Provinces atlantiques étaient considérées comme le « grand malade » du Canada, leur croissance économique traînant derrière le reste de la nation. Underhill a usé cette piètre raison comme excuse pour exclure la région de l'Atlantique de ses propos, une pratique courante parmi les décideurs politiques et les chercheurs en histoire canadienne. Cependant, l'exclusion de l'Atlantique de notre histoire nationale est encore peut-être préférable à ce qui passe souvent pour de l'analyse de cette région. Cet article examine ces « erreurs sur l'identité » qui tourmentent l'Atlantique canadien et fait valoir que la nation gagnerait à accorder plus d'attention à cette région située « à l'est du Canada ».

## INTRODUCTION

Le titre de cet article provient d'un commentaire formulé par Frank H. Underhill dans *The Image of Confederation*, publié en 1964.[1] À ce moment, les provinces de l'Atlantique étaient considérées comme le « grand malade » du Canada, leur développement économique traînant derrière le reste de la nation – l'unique mesure, semblerait-il, par laquelle juger une société de nos jours. Underhill a usé de cette piètre justification comme excuse pour exclure la région de l'Atlantique de ses propos, une pratique courante parmi les décideurs politiques et chercheurs en histoire

canadienne. Cependant, l'exclusion de l'Atlantique de notre histoire nationale est encore peut-être préférable à ce qui passe souvent pour de l'analyse de cette région. J'ai écrit ailleurs sur le rôle que ces « erreurs sur l'identité » ont joué dans la formation de perceptions négatives à propos du Canada atlantique.[2] À travers de cet article, je vais examiner ces perceptions et je vais essayer de faire valoir que notre nation gagnerait à accorder plus d'attention à la région située « à l'est du Canada ».

J'ai basé mon argument sur plusieurs suppositions :

- D'abord, les identités dans la région de l'Atlantique ont des racines profondes. Ces identités ont été formées tout au long du long dix-huitième siècle (1689 à 1815), une période ponctuée par une série de guerres dévastatrices s'étant déroulées sur les terres de la région et pendant lesquels les peuples autochtones et les Acadiens ont été marginalisés. Entre 1763 et 1850, de nouveaux immigrants sont venus s'établir dans la région, la plupart d'entre eux arrivaient de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et d'autres colonies de l'Amérique du Nord. Les Maritimes (le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard) sont les seules provinces canadiennes qui ont pris leur forme géographique finale avant la Confédération, des formes qui ressemblent plus aux petits états de la Nouvelle-Angleterre qu'aux autres provinces canadiennes, y compris Terre-Neuve-et-Labrador, dont le territoire dépasse celui de la Grande-Bretagne et du Japon.

- En second lieu, la façon de définir une région est toujours fluide, ce concept est sujet aux changements dans les communications, les cultures, les migrations, les régimes politiques, et les tendances du commerce. En dépit des affirmations contraires, le Canada atlantique n'a jamais été figé dans le temps, mais continue à changer et à évoluer.

- Troisièmement, certains intellectuels respectés invoquent un argument convaincant selon lequel le Canada atlantique n'est pas une région au sens fonctionnel. Écrivant vers la fin des années 70, J. Murray Beck affirmait être incapable de trouver d'identité régionale du tout – seulement des identités provinciales.[3] D'autres sont allés encore plus loin, affirmant que l'identité existe principalement dans les régionalismes désordonnés propres au Canada atlantique. Le Mi'kma'ki, l'Acadie, l'Africadia, le Cap-Breton et le Labrador ne sont que les exemples les plus évidents des régions qui existent en dedans, à travers, et au-delà des frontières provinciales.

- Quatrièmement, les Provinces atlantiques ne disposent pas d'une culture unique. Alors qu'il se peut qu'il ait une affinité régionale qui se manifeste dans des communautés éloignées où les Canadiens de l'Atlantique ont migré afin de trouver du travail, elle n'offre que peu de traces d'un héritage distinct d'une patrie aimée. Ceci ne devrait pas être très surprenant. Malgré une ressemblance familiale en raison de leur origine géographique commune, les Canadiens de l'Atlantique ont pleinement participé à la création d'une culture continentale commune à laquelle ils s'assimilent aisément.

Il est donc nécessaire de reconnaître dès le début que « région » et « régionalisme » sont des concepts difficiles à cerner, illustrant des contextes culturels et historiques changeants.[4] Il est également nécessaire de distinguer ces deux termes. Alors que la « région » de l'Atlantique peut être facilement localisé sur une carte, le « régionalisme » suppose une prise de position politique, la reconnaissance qu'il existe une perspective commune sur laquelle on peut se reposer lorsque les autres structures – familiales, communautaires, provinciales, nationales, mondiales – échouent. Certains décideurs politiques, tentant désespérément de trouver une solution rapide pour remédier à des maux réels ou imaginaires, ont exprimé le désir de créer une union des Maritimes ou des Provinces de l'atlantique, mais une telle union ne s'est jamais matérialisée. Ce résultat suggère non seulement qu'il y existe d'autres identités puissantes au Canada atlantique qui sont en compétition, mais également que le régionalisme en tant que moteur d'action commune suscite un intérêt très limité.

Finalement, il est important de comprendre ce que les noms donnés aux régions signifient. Tandis que le terme « Provinces maritimes » a été inventé avant 1867, les termes « Canada atlantique » et « Provinces de l'Atlantique » ne sont uniquement entrés dans l'usage courant qu'après que Terre-Neuve (« Labrador » ne devint une partie du nom officiel de la province qu'en 2001) ait joint la Confédération en 1949. Plusieurs observateurs font l'erreur d'appeler Terre-Neuve-et-Labrador une province maritime. Terre-Neuve-et-Labrador n'est pas une province maritime et ses différences avec les Maritimes ne doivent pas être négligemment minimisées.

## LA CRÉATION D'IDENTITÉS

Des idées conservatrices et arriérés se retrouvent dans les propos universitaires et médiatiques sur la région Atlantique. Un exemple des plus flagrants a été un commentaire fait par le politicologue Barry en 2002 qui a affirmé tout naturellement que la « stagnation et la décadence demeurent les caractéristiques les plus proéminentes de la vie communautaire prémoderne à avoir survécu jusqu'au présent dans les Maritimes » (ce qu'il entendait par là est le Canada atlantique).[5] Cooper n'étaye cette affirmation par aucune preuve ; par contre, de tels commentaires renforcent la notion de citoyens de deuxième classe. En tant que victime de suppositions peu flatteuses faites à mon égard sur la base de mes origines géographiques lorsque j'ai vécu à Toronto durant les années 1960, je peux témoigner du mal que de telles attitudes infligent.

Si les Canadiens de l'Atlantique sont plus conservateurs et arriérés que les autres Nord-Américains, de quelle façon est-ce que ces traits se manifestent-ils ? Ceux qui défendent le stéréotype à propos de notre supposé conservatisme soulignent la réticence des Canadiens de l'Atlantique à soutenir des mouvements politiques radicaux, la tendance des artistes et des écrivains de la région de s'accrocher au réalisme et notre attachement envers l'État-providence en politique sociale. Les chercheurs qui contestent cette opinion dirigent notre attention envers le mouvement de la région militant en faveur de la responsabilisation du gouvernement ; des batailles rangées entre le capital et la main-d'œuvre au cœur des industries charbonnières, poissonnière et forestière ; les efforts radicaux par les gouvernements de la région d'imposer la modernisation par des programmes de ré-établissement, de profondes réformes municipales, et des entreprises gérées par l'État ; et le succès de ses entrepreneurs reconnus mondialement, dont K.C. Irving, Frank Sobey, Harry Steele, Craig Dobbin et Harrison McCain. Clairement, le plus sage est de reconnaître que le Canada atlantique est une région complexe qui a une histoire assez longue et profonde permettant d'accommoder tout préjugé universitaire.

Pour la plupart, les décideurs politiques et les chercheurs à l'extérieur de la région suivent l'Exemple de Underhill en ne pas tenant compte des Provinces de l'Atlantique.[6] Cette tendance a été établie au moment de la Confédération lorsque le plan d'action envers l'unification de l'Amérique du Nord britannique était à l'étude.[7] Pendant les débats entourant la Confédération dans la colonie du Canada, les « basses provinces » étaient rarement mentionnées et les inquiétudes des représentants des Maritimes exprimés lors des négociations au sujet de l'union politique ont souvent été écartées, ce qui explique en partie pourquoi l'Île-du-Prince-Édouard n'a pas adhéré à la Confédération en 1867. En attendant jusqu'en 1873, le « berceau de la Confédération » a obtenu de meilleures conditions de la part d'Ottawa que celles lui étant initialement offertes, mais l'Île-du-Prince-Édouard demeurait une petite juridiction dans un empire transcontinental en expansion.

La position marginale des Maritimes dans la Confédération est claire dès le départ à travers le choix du nom de la nouvelle nation, de sa capitale, de la constitution « canadienne » de sa fonction publique et de l'équilibre de la représentation provinciale au Sénat. Lorsque les provinces de l'ouest se sont jointes, l'influence des Maritimes a diminué encore plus. De petites interventions ont été réalisées afin d'accommoder des contestations régionales – l'accord de 1915 selon lequel aucune province canadienne ne peut avoir moins de députés élus au parlement que de sénateurs et les Subventions de redressement aux provinces de l'Atlantique crées en 1958 en sont de bons exemples –, mais les tendances générales ont continué de prévaloir. Avec ses petites populations, les Maritimes n'avaient ni les revenus nécessaires au maintien de gouvernements provinciaux ni l'influence nécessaire dans la Chambre des Communes pour influencer la politique régionale. Les forces du marché, pendant ce temps, se déchainaient, attirant argent, individus et pouvoir vers des centres en développement ailleurs.[8] Quand Terre-Neuve a joint la Confédération, l'accord d'union stipulait qu'une commission d'enquête parlementaire serait établie pour déterminer quel niveau d'aide était nécessaire afin de maintenir des services publics adéquats tout en gardant les impôts à des niveaux comparables aux autres Provinces maritimes, non au Canada dans l'ensemble. Des solutions régionales truquées.

Dès les années 1950, les gouvernements des quatre provinces de l'Atlantique ont travaillé ensemble afin d'atteindre des objectifs communs, et Ottawa a mis en place des programmes de péréquation et diverses agences de développement régional visant à stimuler la croissance économique. En 1982, les provinces

plus pauvres ont remporté une certaine victoire avec l'adoption de l'article 36 de la loi constitutionnelle qui engage les gouvernements au principe de la péréquation, mais cet article n'a été jamais été invoqué devant les tribunaux pour améliorer les conditions des régions de l'Atlantique. L'état actuel des caisses provinciales dans les Maritimes suggère que le temps est venu pour mettre à cet engagement constitutionnel à l'épreuve.

## LE CANADA, AUTREMENT

En matière de politiques publiques, les intérêts des provinces atlantiques sont inévitablement relégués à l'arrière-plan, derrières les intérêts des régions plus prospères, un processus bien documenté par la recherche de E. R. Forbes, Donald Savoie et d'autres.[9] Le Canada pourrait être un endroit bien différent si la région de l'Atlantique jouait un plus grand rôle dans l'élaboration des politiques nationales. Je me permets de donner quelques exemples :

- L'océan atlantique est une partie intégrale de la région de l'Atlantique. Bien que le potentiel de son industrie poissonnière, pétrolière et touristique est bien connu des autres Canadiens, la politique nationale n'a jamais vraiment pris ces atouts en considération de la même façon que, par exemple, l'Islande ou la Norvège le font. La crise dans l'industrie poissonnière, qui avait laissé 30 000 personnes de la région de l'Atlantique sans emploi au début des années 1990, a fait les manchettes et Ottawa avait fourni une aide financière indispensable, mais si cette tragédie s'était produite ailleurs au Canada, une place plus importante dans la politique nationale aurait été attribuée à la menace associée au changement climatique et à l'exploitation irresponsable de ressource dans les océans de la nation. En effet, la possibilité que l'Île-du-Prince-Édouard soit submergée en grande partie en raison de la hausse des niveaux de la mer au cours du siècle à venir bénéficierait d'une attention nationale soutenue.

- La région de l'Atlantique nous rappelle de façon gênante que le libre cours des forces du marché nous mène à notre perte. Alors que Terre-Neuve-et-Labrador ne reçoit désormais plus de paiements de péréquation – la province se classe troisième par rapport au revenu par habitant au Canada –, les Provinces maritimes sont beaucoup moins fortunées. Maintenant que l'Ontario reçoit également des paiements de péréquation, nous entendons beaucoup moins parler de l'idée d'abandonner cette politique, qui a été mise en place par Ottawa en 1956 afin d'assurer un niveau de vie de base décent pour tous les Canadiens, peu importe où ils habitent, mais la « péréquation » demeure un mot vulgaire du langage néo-libéral. Même la crise économique de 2008, lorsque les gouvernements ont instauré un système criblé par l'avarice et l'irresponsabilité, n'a pas été assez pour faire arrêter certains idéologues de prêcher que moins de gouvernements est la meilleure forme de gouvernement. Ceci dans un pays où les 86 Canadiens les plus fortunés possèdent plus de richesse ($178 milliards) que la population totale du Nouveau-Brunswick ($141 milliards).[10] Puisque l'écart entre les riches et les pauvres peut être observé non seulement géographiquement à travers des régions, mais est également lié à la classe sociale, à l'origine ethnique et aux rapports hommes/femmes, il est important d'encourager l'implication active de l'État afin de redistribuer plus équitablement les richesses de la nation. Un bon endroit par où commencer lors de n'importe quel effort visant à remédier aux disparités régionales est par une discussion autour des effets de la pensée « par habitant », qui a causé de nombreuses difficultés aux petites provinces depuis 1867. Les changements imminents qui s'annoncent sur le Transfert canadien en matière de santé, par lequel les considérations par rapport au revenu provincial maintenant en place vont être supprimées, promettent d'avoir des conséquences désastreuses pour les provinces de l'Atlantique, où la population est demeurée stable pendant les deux dernières décennies alors que celle d'autres régions a connu une croissance.

- Le Canada atlantique obtient de bons résultats dans la plupart des indices mesurant la qualité de la vie, ce qui témoigne de non seulement du succès de la péréquation, mais également des valeurs que plusieurs des citoyens de la région partagent avec les autres Canadiens. Quelles qu'en soient les raisons – les expériences tragiques vécues par plusieurs de ses peuples fondateurs, le dévouement envers la mission sociale valorisée par ses églises chrétiennes, une inclination envers l'entretien de bonnes relations de voisinage au sein de ses communautés relativement petites – les Provinces de l'Atlantique sont souvent

mentionnées comme étant un bon endroit pour élever une famille et pour échapper au rythme effréné qui définit les provinces plus prospères. Rosemary E. Ommer et Nancy J. Turner vont un peu plus loin, suggérant que les pratiques développées dans les économies rurales informelles de la région pourraient même servir de modèles à notre monde obsédé par des visions irréalistes basées sur la croissance économique.[11]

## CONCLUSION

Depuis les années 1950, des études sur l'histoire du Canada atlantique, dont une importante partie a paru dans les revues *Acadiensis* et *Newfoundland and Labrador Studies*, démontrent qu'Underhill avait tort. Beaucoup de choses se sont produites au Canada atlantique, mais cela prend beaucoup de temps aux nouvelles recherches avant de se trouver une place dans le récit de l'histoire canadienne. Il va être intéressant de voir comment la région va être illustrée dans les livres, les expositions, les films, et les sites Web du 150e anniversaire de la Confédération. En ce qui concerne les politiques publiques, la question qui se pose à nous alors que nous approchons de 2017 est de savoir comment amener des enjeux concernant l'équité et l'intégrité de l'environnement dans la conversation nationale. Finalement, il se doit d'être reconnu que les gens habitant dans les régions atlantiques du Canada au vingt et unième siècle ont une qualité de vie nettement supérieure à la moyenne mondiale, mais que les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que citoyens de cette planète perpétuellement assiégés de conflits soulignent l'urgence de plier l'arc de l'histoire dans de directions nouvelles.

**NOTES**

1 Frank H. Underhill, *l'image de la confédération* (Toronto : McClelland et Stewart, 1964), 63.

2 Margaret Conrad, "Mistaken Identities? Newfoundland and Labrador in the Atlantic Region," *Newfoundland Studies* 8, 2 (Fall 2002): 159-174. Cet article s'inspire largement d'arguments exposés dans Margaret R. Conrad et James K. Hiller, *Atlantic Canada: A History* (Don Mills, ON: Oxford University Press, 2010).

3 Murray Beck, "An Atlantic Region Political Culture: A Chimera," in David Jay Bercuson and Phillip A. Buckner, eds., *Eastern and Western Perspectives: Articles provenant du congrès Joint Atlantic Canada/Western Canadian Studies Conference* (Toronto: University of Toronto Press, 1981), 147–68. Voir également David Alexander, *Atlantic Canada and Confederation: Essays on Canadian Political Economy* (Toronto: University of Toronto Press/Memorial University of Newfoundland, 1983), 144-45.

4 À propos des difficultés associées au fait d'écrire au sujet du Canada atlantique, voir Ian McKay, "A Note on Region," in "Writing the History of Atlantic Canada," *Acadiensis* XXIX, 2 (Spring 2000): 89–101, and James K. Hiller, "Is Atlantic Canadian History Possible?" *Acadiensis* XXX, 1 (Autumn 2000): 16–22. Voir également 'Forum: Reimagining Regions," *Acadiensis* XXXV, 2 (Spring 2006): 127-62.

5 Barry Cooper, "Regionalism, Political Culture, and Canadian Political Myths," in *Regionalism and Party Politics in Canada*, ed. Lisa Young and Keith Archer (Toronto: Oxford University Press, 2002), 97.

6 E.R. Forbes, "In Search of a Post-Confederation Maritime Historiography," *Acadiensis* VIII, 1 (Autumn 1978): 3-21 ; W.G. Godfrey, "Canadian History Textbooks and the Maritimes," *Acadiensis* X 1(Autumn 1980): 131-35 ; John G. Reid, "Toward an Elusive Synthesis: The Atlantic Provinces in Recent Writing on Canadian History, *Acadiensis* XVI, 2 (Spring 1987): 107-121 ; and Phillip A. Buckner, "Limited Identities" and Canadian Historical Scholarship: An Atlantic Provinces Perspective," *Journal of Canadian Studies* 23, 1 &2 (Spring/Summer 1988): 177-98.

7 Phillip A. Buckner, "The Maritimes and Confederation: A Reassessment," *Canadian Historical Review* LXXI, 1 (March 1990): 1-30.

8 Sean T. Cadigan, "Regional Politics are Class Politics: A Newfoundland and Labrador Perspective on Region," *Acadiensis* XXXV, 2 (Spring 2006): 163-68.

9 E.R. Forbes, *Challenging the Regional Stereotype: Essays on the 20th Century Maritimes* (Fredericton: Acadiensis Press, 1989) and Donald J. Savoie, *Visiting Grandchildren: Economic Development in the Maritimes* (Toronto: University of Toronto Press, 2006).

10 David Macdonald, ''Wealthy 86'so flush they could buy New Brunswick," CPPA *Monitor* 21, 1 (May 2014), 1.

11 Rosemary E. Ommer and Nancy J. Turner, "Informal Rural Economies in History," *Labour/Le Travail* 53 (Spring 2004): 127-57.